

Le temps vous appartient.



cyberpresse.ca

Publié le 28 juin 2009 à 07h10 | Mis à jour le 28 juin 2009 à 17h31

Vacances scolaires: le casse-tête des parents



Photo: Robert Skinner, La Presse



Violaine Ballivy
La Presse

Près d'un million d'élèves du primaire et du secondaire de la province ont dit adieu aux bancs de leur école pour une soixantaine de jours. Bien des parents auront fait au cours des dernières semaines des pieds et des mains pour trouver un moyen de les tenir occupés pendant tout ce temps. Une mission parfois complexe: vacances rime parfois avec stress!

À 10 jours de la fin des classes, Noémie Ducasse s'avouait franchement nerveuse à l'idée de ne pas avoir fini de planifier l'été de ses trois jeunes enfants. «C'est un véritable casse-tête!» Elle travaillera tout l'été, son conjoint aussi. Ce ne sont pas les activités intéressantes

qui manquent. «Mais je ne veux pas seulement les occuper pendant que je suis au boulot, je veux aussi éviter que leur été soit une simple prolongation du rythme 9 à 5 qu'ils ont à l'école!»

Martine Côté et son conjoint se sont attelés à la tâche dès le mois de janvier, épluchant les guides d'activités et sollicitant les amis et la famille... «On ne voulait absolument pas être pris au dépourvu parce que neuf semaines, c'est tout de même long!» lance-t-elle. Ses enfants auront droit à deux semaines de camping en Estrie, au camp de jour, au séjour dans la parenté et aux entraînements de soccer.

Psychologue pour enfants, Martin Jodoin voit des parents défilier tous les jours dans son cabinet de Montréal et constate que certains sont de plus en plus tendus au fur et à mesure que les beaux jours approchent. Ils se sentent coupables de ne pas pouvoir passer tout l'été avec leurs enfants à cause de leur emploi.

Au Québec, cet été, un peu plus de la moitié des enfants de 6 ans passeront plus de temps avec un animateur de camp ou une gardienne qu'avec leurs parents et le tiers seront gardés tout l'été ou presque. Certains parents cherchent à compenser en trouvant les meilleures activités, les plus intéressantes où leurs petits seront le mieux encadrés et le plus stimulés, remarque M. Jodoin.

Les parents en font-ils trop? «Ils veulent garder leurs enfants à l'oeil et bien stimulés et c'est tout à fait normal. Mais ils ne doivent pas perdre de vue que l'été, c'est avant tout un moment de détente et de repos pour leurs enfants», dit-il.

C'est pour cela qu'Isabelle Valois tenait à envoyer ses deux garçons passer trois semaines chez leurs grands-parents maternels, puis paternels chez qui, officiellement, ils «ne feront rien». Vingt et un jours où, à leur réveil - sans cadran - leur seule tâche sera de trouver matière à s'amuser. Isabelle Valois veut que ses enfants réapprennent le plaisir d'avoir une vie désorganisée, après ces 10 mois d'école où la ponctualité et l'organisation font la loi. «Au début, ils trouvent ça un peu difficile et ils ont peur de s'ennuyer. Mais ça ne dure pas!»

Directrice du centre d'études sur le stress de l'hôpital Louis-H. Lafontaine, Sonia Lupien note qu'aucune étude n'a été menée sur les bienfaits des vacances «désorganisées». Mais, dans la mesure du possible, elle ne recommande pas aux parents d'envoyer leurs enfants en colonie de vacances tout l'été et de les surcharger d'activités. «Nos enfants sont surstimulés depuis qu'ils sont tout petits. Ce ne sont pas les enfants qu'on a été, et on pourrait difficilement imaginer de les laisser sans activité tout l'été. Mais ils sont bien capables de s'occuper seuls un peu», dit-elle.

Carole Sénéchal, professeure de pédopsychologie à l'Université d'Ottawa, ajoute que les vacances peuvent même parfois être une source de stress pour les enfants «si on leur impose des activités qui leur semblent être au-delà de leurs capacités».

Mais elle estime que la routine, l'été, n'est pas à bannir de la vie des enfants. Loin de là. «Les adultes la perçoivent comme une contrainte, mais pour les enfants, elle a quelque chose de très rassurant et même souvent de nécessaire à leur bon fonctionnement.»

Et le conseil vaut aussi pour les plus vieux. «Cela me préoccuperait de savoir que mon adolescent n'a rien à faire de tout l'été, surtout avec tous les problèmes d'embonpoint qu'il y a aujourd'hui!»

D'autant plus que les statistiques confirment qu'ils passeront chaque jour de longues journées à naviguer... loin des plans d'eau et du soleil. En 2005, les garçons passaient en moyenne 114 minutes sur l'internet un jour de fin de semaine, contre 97 minutes pour les filles. Durant la semaine, les filles passaient 98 minutes par jour sur l'internet, et les garçons, 95 minutes.

Cyberpresse vous suggère

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 30 juin 2009 à 06h38 | Mis à jour à 06h41

Gel de l'embauche à l'UdeM: les profs craignent pour la qualité de l'enseignement



Photo: Ivanoh Demers, archives La Presse



Ariane Lacoursière
La Presse

Au cours de la dernière année, 18,5 postes de professeurs réguliers ont été abolis à l'Université de Montréal. Et au prochain trimestre, aucun nouveau poste ne sera créé. Une situation alarmante qui menace la qualité de l'enseignement, selon le Syndicat général des professeurs et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM).

«Les tâches des professeurs s'alourdissent de plus en plus. Les suppressions de postes ne peuvent plus durer», estime le secrétaire du SGPUM, Michel Seymour.

En 2008-2009, 42 nouveaux professeurs ont été engagés par l'institution située sur les flans du mont Royal. Mais 60,5 départs à la retraite ont été enregistrés. L'attrition est donc bien réelle, martèle M. Seymour.

Confrontée à un déficit récurrent de 15 millions de dollars, l'Université de Montréal a aussi gelé toute embauche pour les sept prochains mois. «Et si le gel s'étale sur un an, 60 nouveaux postes seront abolis», calcule M. Seymour.

Le vice-recteur aux affaires académiques de l'UdeM, Jacques Frémont affirme plutôt que seulement 10,5 postes disparaîtront jusqu'en 2010. «Les postes qui étaient affichés pour la prochaine session ont été comblés. Le corps professoral compte environ 1300 membres. La baisse de 10,5 postes est donc marginale.»

Au cours des prochains mois, l'UdeM tentera de trouver des solutions à ses problèmes de financement. «Le gel de l'embauche n'est pas une tendance. Les grandes universités de recherche ne peuvent pas survivre sans développer leur corps professoral», assure M. Frémont.

En attendant, le SGPUM s'inquiète. «Nous perdons des étudiants aux études supérieures en grande partie parce que les professeurs ne peuvent plus tous les superviser», dit M. Seymour. Ce dernier craint d'ailleurs qu'un cercle

vicieux ne s'installe. Car si l'UdeM perd des étudiants, elle aura moins d'argent pour engager des professeurs et elle attirera donc moins d'étudiants...

Le SGPUM, dont la convention collective est échue depuis un an, est actuellement en négociations. Le syndicat demande entre autres l'ajout de 150 nouveaux postes de professeurs à l'UdeM.

Dans une lettre ouverte publiée hier dans La Presse, la chancelière à l'Université de Montréal, Louise Roy, explique que si les universités québécoises sont obligées de supprimer des postes de professeurs, c'est à cause de leur problème de sous-financement. «Concrètement, l'UdeM dispose annuellement de 2700\$ de moins par étudiant que les grandes universités de recherche du Canada auxquelles elle se compare, soit près de 90 millions par année», écrivait-elle.

M. Seymour est du même avis. «L'Université de Montréal a un déficit depuis plusieurs années. Le problème est là depuis longtemps. Mais c'est la première fois qu'elle décide officiellement de couper en diminuant le nombre de postes de professeurs», nuance M. Seymour.

Dans une lettre envoyée en avril dernier au rectorat de l'UdeM, des directeurs de départements de la faculté des arts et des sciences dénoncent le manque de professeurs. «Plusieurs disciplines de notre secteur doivent dorénavant faire appel au bénévolat de professeurs actifs ou de professeurs à la retraite pour arriver à respecter leurs obligations envers leurs étudiants. Les ressources qui nous sont attribuées sont insuffisantes pour leur assurer une formation de qualité», écrivent les signataires.

POUR TOUT SAVOIR
PARTOUT



NOUVEAU HTC DREAM™
EXCLUSIF À ROGERS

À DÉ



cyberpresse.ca

Publié le 29 juin 2009 à 14h04 | Mis à jour le 29 juin 2009 à 14h06

Ottawa interdit les biberons pour bébé contenant du bisphénol



Agence France-Presse
Ottawa

Le Canada a décidé d'interdire les biberons pour bébés en plastique rigide fabriqués à partir de bisphénol A, ce qui en fait le premier pays dans le monde à sévir contre ce composé chimique.

«Le Canada est le premier pays à proposer un règlement qui interdit les biberons en polycarbonate contenant du bisphénol A», a déclaré la ministre de la santé Leona Aglukkaq. «Nous voulons donner l'assurance aux parents qu'ils peuvent nourrir sans crainte leurs nouveau-nés et nourrissons au biberon», a-t-elle ajouté.

Le bisphénol A ou BPA est utilisé dans la production du

polycarbonate, un plastique dur transparent qui entre dans la composition de nombreux produits, notamment les biberons. Au contact de liquide chaud ou bouillant, le polycarbonate libère du bisphénol A qui peut ensuite être facilement ingéré.

Le ministère de la santé dit avoir conclu que les taux d'exposition pour les nouveau-nés et les nourrissons âgés de 18 mois et moins ne sont pas assez importants pour causer des effets sur la santé.

Mais par mesure de précaution, il a décidé de l'interdire car «certaines études ont soulevé des doutes quant aux effets possibles de faibles doses de BPA».

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Parents don't want to 'stash' kids in day care

Re: Wards of the state,
June 19.

I always read John Robson's column and often find myself in essential agreement with his arguments. However, I have to protest his comments about the new plan for accommodating child care in the school system. His loaded words angered me. He endorsed another journalist's use of the word "stash" and referred himself to "warehouse" to parents' desires to provide suitable day care for their children.

Parents who work outside the home often juggle incredibly stressful schedules, and trying to ensure that children are safe and well cared for

during working hours can add immeasurably to the family stress. Most working parents are deeply concerned about providing good care for their children when they are not available. They are not aiming to "stash" or "warehouse" their youngsters.

The government's proposals are not prescriptive — parents who can care for children outside regular school hours might still do so. If a loving parent can be at home to care for the children, that is indeed ideal. But what of those who cannot? A little common sense and compassion would be in order when discussing the proposals.

DAPHNE PICKLYK, Ottawa

Ottawa Citizen 29-06-09

La grippe H1N1 inquiète la Santé publique

Les autorités sanitaires canadiennes se sont inquiétées hier que la grippe A (H1N1) frappe surtout les jeunes et de l'apparition de «cas graves» chez des personnes en santé, ce qui pourrait s'expliquer par une transformation du virus. Les données préliminaires montrent que la majorité des personnes infectées au Canada ont moins de 20 ans et les cas sont très peu nombreux chez les plus de 65 ans, a indiqué le Dr David Butler Jones, administrateur en chef. Dans les cas de grippe saisonnière, les aînés représentent généralement le quart des personnes infectées. Dans toute épidémie, il est normal qu'il y ait des cas graves, surtout chez des personnes souffrant d'affections préexistantes. Mais depuis quelques semaines, les autorités ont constaté l'apparition de cas où des individus, en pleine santé avant de contracter le virus, sont tombés gravement malades et ont dû être placés sous respiration artificielle, a-t-il expliqué.
AGENCE FRANCE-PRESSE

EN BREF

Vaccinés contre la grippe, trois fois plutôt qu'une

Les Canadiens qui ont l'habitude d'être vaccinés contre la grippe devront dérouler leur manche à trois reprises cet automne: une fois pour la grippe «régulière» et deux fois pour la grippe A (H1N1). Le docteur David Butler-Jones, qui dirige l'Agence de la santé publique du Canada, a affirmé hier que réunir les deux vaccins dans un seul aurait ralenti la production. Les deux vaccins contre la grippe A (H1N1) devront être injectés dans l'intervalle d'un mois, a précisé le Dr Butler-Jones. Le vaccin contre la grippe régulière n'offre pas de protection contre la grippe A (H1N1). Le Canada a signé un contrat à long terme avec le géant pharmaceutique GlaxoSmithKline pour la production d'un nouveau vaccin contre la grippe A (H1N1) dès qu'il sera mis au point.
LA PRESSE CANADIENNE

Le Droit 30-06-2009

La CSD adopte un budget déficitaire de 4,3 millions \$

PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

Tout comme nombre de commissions scolaires québécoises, la Commission scolaire des Drapeaux (CSD) a déposé hier soir un budget 2009-2010 déficitaire, un état de fait qui s'explique par l'imposition d'un nouveau cadre comptable aux entités scolaires de la province.

Le budget adopté hier comporte un déficit de 4,3 millions de dollars, un manque à gagner déjà approuvé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), comme l'exige la loi.

«Avant l'implantation des Principes comptables généralement reconnus (PCGR), nous n'avions pas à inclure nos amortissements de biens immeubles dans nos calculs. Ça change le visage de nos finances», a expliqué hier soir le directeur général de la CSD, François Jetté.

«N'eut été des PCGR, le nouvel exercice financier de la commission scolaire aurait (donné) un déficit de 460 000 \$», précise un communiqué.

Ressources additionnelles

Le budget 2009-2010 de la CSD prévoit des investissements de plus de 1,5 million \$ en nouvelles ressources, notamment pour les élèves en difficulté. Les écoles secondaires recevront en moyenne 10 dollars de plus par élèves.

Afin de faciliter l'utilisation de matériel informatique dans son réseau d'écoles, la Commission a prévu l'installation de bornes Internet sans-fil dans la totalité de ses installations.

«Nous voulions nous assurer que la technologie soit présente pour que les élèves puissent l'utiliser. Désormais, tout ordinateur pourra se connecter à Internet dans nos écoles.»

Cette mesure coûtera 100 000 \$. Par ailleurs, le taux de taxe reste inchangé, à 0,35 \$/100 \$ d'évaluation.

De son côté, la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) annonçait en mai qu'elle essuiera un déficit de 22 mil-

lions \$ en raison des nouveaux principes comptables.

Ce n'est pas avant 2012 que la CSPO retrouvera l'équilibre, avait estimé le président du comité exécutif de la CSPO, Mario Crevier.

En migrant des anciennes méthodes aux Principes comptables généralement reconnus, le gouvernement du Québec avait connu un déficit de 5,8 milliards \$ en juin 2008, malgré sa politique de déficit zéro.

L'élu scolaire Aurèle Lalonde n'est plus

PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

Le premier président du premier conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton, Aurèle Lalonde, est décédé le 23 juin à Cumberland.

M. Lalonde a été conseiller scolaire dans les années 1980 et 1990 dans Orléans et Cumberland, à l'époque où les francophones de la province se battaient afin d'obtenir la gestion de leurs écoles. Celui qui a longtemps travaillé à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa a défendu la cause de l'éducation franco-ontarienne du milieu des années 1970 au début des années 1990. Selon Odile Gérin, auteure de D'un obstacle à l'autre: vers le Conseil scolaire de langue française, M. Lalonde était «un passionné de l'éducation de langue française en milieu minoritaire».

«Nous perdons une mémoire de nos batailles en éducation, une force», a-t-elle dit hier. M. Lalonde laisse dans le deuil ses deux enfants, Eric et Marie-Claude Lalonde, de même que deux petits enfants, un frère et deux soeurs.

Ses obsèques auront lieu à 11 h 30 ce matin à l'Église de St-Bernardin, dans l'Est ontarien.

LEDROIT

Le Droit 30-06-2009

Francophone definition will cost taxpayers ... again

Re: When numbers drop, enlist some francophones, June 21.

I was pleasantly surprised to see that Randall Denley's column about Francophone Affairs Minister Madeleine Meilleur's new proposal which would broaden the definition of francophone throughout Ontario.

While he reports that she says this is, "largely 'symbolic'.. (and) ... will mean no additional services for francophones and will cost the province nothing," Denley also noted that this will, "help

justify potential extensions of government bilingual services, which are regional and based on the percentage of the population who are francophone."

It is clear to me that this new francophone definition is intended to cost the taxpayers and municipal governments of Ontario more money. And this is only the tip of the iceberg.

We have only to look at the expansion of bilingual services and requirements for staffing Ottawa municipal government positions to see

the cost burdens imposed on the community. The percentage population formula was created in the 1960s at the federal level resulting in the creation of the Official Languages Act and the myriad regulations that identify how francophone levels of service or hiring practices are affected by these requirements.

Meilleur is quietly trying to expand this formula and enshrine it in provincial regulation. Let us hope that our MPPs at Queen's Park wake up before it is too late and realize that this federally based

official languages policy is being further enshrined in provincial policy.

It is ironic that we see efforts to expand francophone services at a time when the need for them is declining in terms of proportional population both provincially and nationally, and in enrolment in French-language schools where, at the same time, the number of schools has gone up. And who can possibly say that this does not cost Ontario taxpayers any money?

BRIAN PRESTON,
Portland

Prepare for pandemic

THE OTTAWA CITIZEN JUNE 30, 2009

Re: Pandemic planning not priority for business, June 29.

Thank you to the Citizen for underscoring the importance of business continuity planning to build Ottawa's capacity and resiliency to deal with potential increases in absenteeism due to the continued spread of the novel H1N1 flu virus.

We know from past observation that an influenza pandemic could occur in one or more waves, each lasting about eight weeks. A second wave may occur within three to nine months of the initial outbreak wave and may cause more serious illnesses and deaths than the first.

We strongly encourage local businesses and organizations to establish strategies for maintaining their essential services in the event of higher-than-usual absenteeism.

Some websites contain checklists and information on how to develop an effective business continuity plan:

- Ottawa Public Health: emergency preparedness in the workplace checklist at ottawa.ca/pandemicinfo and

- Public Safety Canada: A guide to business continuity planning at www.publicsafety.gc.ca/prg/em/gds/bcp-eng.aspx .

Our Ottawa public health information line at 613-580-6744 can help readers.

Isra Levy, MD, Ottawa

Medical Officer of Health, Ottawa Public Health

John Ash, Ottawa

Manager, Integrated Public Safety Branch, City of Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Autos Careers Classifieds Homes



BUSINESS
DELL
 Rollover for legal

VOSTRI
 with Intel® C
 STARTING AT
\$649
 Offer ends: 02/

H1N1 tests not getting done

Doc decries 'selective' testing by labs

By DONNA CASEY, SUN MEDIA

Last Updated: 30th June 2009, 1:34am



Dr. Eoghan O'Shea says the regional virology lab hasn't tested samples from two patients he thinks might have swine flu. (Andre Forget, Sun Media)

The frustration is palpable in Dr. Eoghan O'Shea's voice as he thumbs through a sheaf of paper to find the swine flu test results — or non-results, as he points out.

The Ottawa family doctor knows he's not the only physician whose patients' H1N1 tests aren't being done.

And they won't be done either, due to strict guidelines coming from Ontario's public health officials.

During the past two weeks, O'Shea received paperwork from the regional virology lab based at CHEO for two patients he suspected had the virus.

After 10 days of waiting, he learned the lab didn't do the tests.

Embarrassing and awkward are only a few choice words O'Shea has for the selective testing that's now the practice among public health agencies grappling with a surge in demand for testing of nasal and throat swabs for H1N1.

"We've been taking these swabs and they haven't been testing. That's a real kick in the teeth," said O'Shea, vice-president of the Ottawa Academy of Medicine, a branch of the Ontario Medical Association.

Saying he didn't order the tests "just for the hell of it," O'Shea believed both patients, who had fevers and respiratory problems, could have the H1N1 virus.

"We're the front line folks and yet I want to order a test and it hasn't been done," said O'Shea.

Ottawa now has 271 confirmed cases of H1N1, according to Dr. Isra Levy, the city's medical officer of health.

Last week, a teenage boy died at CHEO, becoming the city's first local resident to die from the virus. Twenty-four have been hospitalized, with the majority considered mild.

Levy said he understands the frustration of physicians who feel that getting test results for the H1N1 virus is important for their patients.

However, Levy said family doctors are now faced with a broader societal responsibility beyond the patient right in front of them.

"It seems reasonable that the laboratory guys are asking the primary care clinicians to really think twice about this, given the need to allocate scarce resources appropriately," said Levy.

Canada has 7,775 cases of H1N1. Twenty-six people have died and another 496 have been sent to hospital.

Ontario public health officials have tightened up the requirements for the lab tests, focusing on severe cases and ones that are part of potential outbreaks.

Under the new guidelines, family doctors are asked to only request lab tests for high-risk cases, including people with weakened immune systems, pregnant women, children under two and seniors.

donna.casey@sunmedia.ca